

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALISA, créée en 2007, est spécialisée dans l'élaboration de produits sans gluten et sans allergènes.

Le site de production assure l'ensemble des étapes de transformation des graines qu'il reçoit (tri, nettoyage, décorticage, mélange) jusqu'au conditionnement. Il produit entre 3000 et 3500 tonnes de matière par an.

La société comprend 15 salariés et 3 intérimaires. La chaîne de production est divisée en 6 étapes : Tri, nettoyage, décorticage - Atelier de mouture permettant de la transformation en farine - Atelier de mélange - Atelier de torréfaction - Conditionnement en petit sachet ou big bag.

Le site est régulièrement déclaré depuis le 29 janvier 2020 au titre de la rubrique 2260 de la nomenclature relative au broyage, concassage, criblage [...] des substances végétales et tous produits organiques naturels.

L'exploitant envisage un agrandissement à horizon 1 à 2 ans, afin d'augmenter la surface des bureaux ainsi que la partie conditionnement de l'atelier de production.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 2.4.4	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 4.2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 2.11	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 2.10	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 2.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'opération coup de poing Produits chimiques organisée par la DREAL Nouvelle-Aquitaine durant la période du 23 février au 13 mars 2026.

L'exploitant a mis en place un suivi des produits chimiques qu'il stocke et utilise sur son site, mais son suivi n'est pas exhaustif. Deux produits (Propane et Butane) ne sont pas identifiés dans cet inventaire. Les fiches de données de sécurité (FDS) de ces 2 produits n'ont pu être fournies par l'exploitant.

D'autre part la date de mise à jour des FDS du Viagreen J4 (2015) et du Gourmet N50 (2019) sont trop anciennes (antérieures à 2020).

Il a été constaté que la cuve de stockage de propane de 2,2 tonnes (non classé au titre de la rubrique 4718) est située entre le bâtiment et le parking. Il est conseillé à l'exploitant de mettre en place une séparation physique permettant d'éviter tout endommagement de la cuve par une mauvaise manœuvre d'un véhicule se stationnant (voir photo 2 et 3).

Si dans le cadre du projet d'agrandissement, la puissance de fonctionnement des activités soumises à la rubrique 2260 dépasse 500 kW, l'exploitant en informera au préalable l'inspection et déposera un dossier de demande d'enregistrement conformément aux articles R.512-46-1 et suivants du Code de l'environnement. Si la puissance ne dépasse pas 500 kW, l'exploitant déposera une nouvelle déclaration adéquate.

Enfin, la visite ayant mis en exergue des non-conformités relatives au désenfumage et à la rétention des eaux d'extinction, il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions relevant de ces aspects.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni une liste des produits chimiques utilisés sur le site. Cette liste ne mentionne pas les quantités des produits détenus.</p> <p>La liste transmise comprend les produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désinfectant chaussures - VIAGREEN J4 (Insecticide et aracide naturel rémanent) - ARCAL Speed gaz comprimé (N₂ et CO₂) utilisé pour les soudures - Gaz Gourmet N50, utilisé pour la conservation des graines en sachets - 3M Super 77 en aérosol (spray adhésif) - Triseptine A + Savon - WD40 (lubrifiant) <p>La liste transmise ne contient pas les produits suivants identifiés lors de la visite des installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Propane stocké en cuve à l'extérieur d'une capacité de 2,2 tonnes, utilisé dans le processus de torréfaction. - Butane, stocké en bouteilles unitaires de 13kg, utilisé pour les chariots élévateurs.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste exhaustive des produits chimiques stockés sur le site, indiquant leur quantité et leur emplacement sur le site</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 31 et 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les FDS pour la quasi-totalité des produits stockés à</p>

<p>l'exception du Propane et du Butane.</p> <p>Les FDS du VIAGREEN J4 et du Gourmet N50 ont une date de mise à jour antérieure à 2020. Les autres produits ont des FDS récentes dont la mise à jour a eu lieu après 2020.</p> <p>L'accès aux FDS se fait principalement via le réseau informatique. Pour le gaz, la responsable HSE a dû contacter l'atelier de maintenance pour obtenir la FDS. Les FDS ne sont pas accessibles facilement à l'ensemble des employés, puisqu'ils ne sont pas tous munis d'un poste informatique.</p> <p>Lors de la visite nous avons constaté la présence de la FDS des désinfectants chaussures à proximité du stockage, de même pour la fiche du gaz Gourmet N50. Cette pratique n'est pas généralisée à l'ensemble des produits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure auprès de ses fournisseurs de la mise à jour des FDS pour le Viagreen J4, le Gourmet N50, le Butane et le Propane.</p> <p>L'exploitant met à disposition les FDS à l'ensemble des employés et en informe les salariés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié l'application des mesures de maîtrises des risques pour les 2 produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gaz Gourmet N50 ; - et ARCAL Speed. <p>Les rubriques 5 « mesures de lutte contre l'incendie » et 6 « mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle » ont été vérifiées.</p> <p>Conformément aux recommandations prescrites dans la FDS, un extincteur à eau est disponible à proximité de la zone d'utilisation du gaz ARCAL Speed stocké en bouteille au niveau de la zone de travaux. Comme indiqué dans la FDS l'espace est suffisamment ventilé en cas de fuite.</p>

<p>Le gaz Gourmet N50 est stocké à l'extérieur du bâtiment (voir photo 1). Le gaz n'est pas classé inflammable, il n'y a pas de moyens d'extinction incendie à proximité. Il n'est pas exposé à un risque d'incendie particulier, seul un incendie étendu à l'intérieur du bâtiment pourrait affecter ce stockage.</p> <p>L'exploitant respecte les mesures de maîtrises de risques identifiées dans la FDS des produits contrôlés.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a également constaté le stockage de 10 bouteilles de butanes, produit classé inflammable (sur la zone extérieure de stockage du gaz Gourmet N50) sans extincteurs adaptés à proximité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité à proximité du stockage de bouteille de propane, d'extincteurs adaptés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 2.10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés</p>

que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Constats : Les produits contrôlés lors de la visite étant des gaz, ils ne sont pas équipés de rétention. Les seuls produits susceptibles d'être concernés par cette prescription sont les désinfectants chaussures stockés en petites bonbonnes. L'ensemble des bonbonnes sont stockés dans un bac en plastique fermé, lui-même stocké dans le vestiaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Les produits contrôlés lors de la visite étant des gaz, ils ne sont pas équipés de rétention. Conformément à la grille de compatibilité des produits chimiques, le stockage de gaz inflammable (propane) ne devrait pas être stocké à proximité des gaz sous pression Gourmet N50.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant déplace son stockage de bouteille de gaz propane en dehors de l'aire dédiée au stockage de gaz Gourmet N50.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 2.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : <p>Les bâtiments abritant les installations doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent).</p> <p>Ces dispositifs doivent être conformes aux normes en vigueur et être adaptés aux risques particuliers de l'installation. Ces dispositifs incluent des exutoires à commande automatique et manuelle.</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne doit pas être inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2 % de la superficie des locaux si celle-ci est inférieure à 1 600 mètres carrés ;- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 mètres carrés sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p>
Constats : <p>Le site est composé de 3 bâtiments d'exploitation qui sont rattachés. Lors de la visite, il a été constaté que seulement un des bâtiments de l'entreprise est équipé en toiture d'un système d'évacuation des fumées. Les autres locaux sont uniquement équipés de tôles transparentes sur une partie de la toiture. (Le respect de la superficie de 2 % n'a pas été calculé).</p> <p>Le site ayant été mis en service en 2008 et déclaré en 2020, l'ensemble du bâtiment doit répondre aux exigences du présent article.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant calcule la superficie de ses dispositifs d'évacuation des fumées présents dans le bâtiment existant qui est déjà équipé ainsi que pour les autres bâtiments rattachés.</p> <p>L'exploitant met en œuvre un système d'évacuation des fumées conformes aux dispositions du présent article sur l'ensemble des bâtiments.</p> <p>Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à Monsieur le préfet concernant les dispositifs d'évacuation des fumées dans les délais suivants :</p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant transmet les justificatifs de commande des dispositifs d'évacuation des fumées.</p> <p>Sous 6 mois, l'exploitant transmet les justificatifs de réalisation de la mise en œuvre des dispositifs d'évacuation des fumées.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective / Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local. <p>Ces matériels doivent être correctement entretenus et maintenus en bon état. Ils doivent être vérifiés au moins une fois par an</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'une réserve souple d'eau extinction incendie ainsi que d'extincteurs régulièrement contrôlés. Un poteau incendie est situé à moins de 50 mètres sur le domaine public.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la difficulté d'accéder à certains extincteurs de part la présence de stockages devant les extincteurs ou la présence de machines (notamment un tapis roulant) devant les extincteurs. Dans la zone de travaux, deux extincteurs ne sont plus accessibles au personnel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure de l'accessibilité permanente des extincteurs sur l'ensemble de son site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours.

N° 8 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : Il a été constaté que le site ne dispose pas d'un confinement interne (par exemple batardeau) ou externe (bassin dédié) permettant en cas de sinistre ou d'accident de maintenir sur le site les eaux d'extinction ou les eaux potentiellement pollués.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procède au calcul de dimensionnement des besoins en eau d'extinction (Guide D9) ainsi qu'au dimensionnement des rétentions d'eau d'extinction (Guide D9A). L'exploitant met en œuvre les installations de confinement des eaux d'extinction en lien avec les obligations relatives à la prévention de la dispersion des granulés plastiques industriels dans l'environnement. Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à Monsieur le préfet concernant l'absence de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie dans les délais suivants : Sous 1 mois , l'exploitant précise les mesures prises en cas de sinistre pour collecter sur site les eaux d'extinction sur le site dans l'attente de la réalisation du volume de rétention pour les eaux en cas de sinistre. Sous 3 mois , l'exploitant transmet son étude de confinement des eaux d'extinction. Sous 12 mois , l'exploitant transmet les justificatifs de réalisation du volume de rétention pour les eaux en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois



Photo 1



Photo 3



Photo 2